



Quel accès des urbains issus des ” Suds du Nord ” à la campagne ? L'éducation aux ressources agricoles, un instrument pour connecter les marges urbaines défavorisées aux espaces productifs proches et aller vers davantage de justice alimentaire

Julie Le Gall, Camille Hochedez

► **To cite this version:**

Julie Le Gall, Camille Hochedez. Quel accès des urbains issus des ” Suds du Nord ” à la campagne ? L'éducation aux ressources agricoles, un instrument pour connecter les marges urbaines défavorisées aux espaces productifs proches et aller vers davantage de justice alimentaire. Villes et campagnes en relations : regards croisés Nord-Suds, Jun 2015, Paris, France. 2015. <halshs-01343224>

HAL Id: halshs-01343224

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01343224>

Submitted on 7 Jul 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Quel accès des urbains issus des « Suds du Nord » à la campagne ?
L'éducation aux ressources agricoles, un instrument pour connecter les marges urbaines
défavorisées aux espaces productifs proches et aller vers davantage de justice
alimentaire**

Julie Le Gall
Maître de conférences en géographie
Université de Lyon - ENS de Lyon - UMR 5600
Environnement Ville Société - équipe Biogéophile
julie.legall@ens-lyon.fr

Camille Hochedez
Maître de conférences en géographie
Université de Poitiers - EA 2252 RURALITES
camille.hochedez@univ-poitiers.fr

Cette proposition de communication est issue d'un travail de recherche-action auquel collaborent également :
Alice Nikolli (étudiante, ENS de Lyon), Alpha Badji (étudiant, université de Poitiers), Luc Merchez (Maître de
conférences en géographie, ENS de Lyon), Myriam Laval (professeure d'histoire géographique, collège Elsa
Triolet, Vénissieux-69) et Anne-Marie Dumas (professeure d'histoire géographique, collège Jules Verne,
Buxerolles-86).

Ces dernières années, de nombreux discours, documents d'aménagement, initiatives sociales et politiques pensent, dessinent et organisent de nouvelles relations entre les consommateurs urbains et leur agriculture de proximité par l'intermédiaire du registre alimentaire. L'engouement est important au Nord (circuits courts, fêtes agricoles par exemple) et des initiatives similaires surgissent au Sud pour les catégories sociales aisées des métropoles (dans les quartiers fermés des couronnes périurbaines, par exemple).

Cependant, ces transformations des relations touchent de manière inégale les consommateurs. Elles semblent peu affecter certains espaces urbains défavorisés -périphéries, banlieues ou espaces périurbains, formes de « Suds dans les Nord ».

Pourtant, les populations habitant ces quartiers ont « le droit », suivant une ligne de pensée inspirée du "*right to food*" et de la souveraineté alimentaire, comme les populations des autres espaces, d'avoir accès à une alimentation de proximité, d'autant qu'elle est perçue aujourd'hui comme une alimentation de qualité¹. Comme l'ont démontré les recherches développées au Sud sur le rôle des urbains les plus pauvres dans le maintien et le renouvellement des agricultures vivrières (campagnes d'origine et campagnes proches) (Chaléard et Dubresson, 1999), ces agricultures contribuent à la sécurité alimentaire des populations urbaines les plus pauvres et ces populations participent elles aussi à redéfinir l'interface ville / campagne. Dès lors, notre communication s'appuie sur plusieurs questions initiales : quel est l'accès des populations défavorisées des métropoles du Nord à leurs campagnes proches ? Ces populations expérimentent-elles le même rapport ville-campagne que les autres populations urbaines ? Ne peut-on pas voir dans les nouvelles initiatives alimentaires une reproduction de phénomènes de différenciations socio-spatiales oubliant les populations urbaines défavorisées ?

Les déconnexions existant entre certains espaces urbains et leur agriculture proche, de même que, plus généralement, l'absence d'attentes de certaines populations envers l'agriculture alors que cette activité répond à différents besoins essentiels (dont le primordial accès à l'alimentation) nous ont amenées à réfléchir aux dispositifs innovants susceptibles de favoriser une (re)connexion. Or, comme les problèmes d'insécurité alimentaire auxquels sont confrontées les populations issues des quartiers en difficulté affectent notamment les enfants et les jeunes, ces derniers sont devenus des cibles prioritaires des programmes de santé et d'alimentation (Pache, 2014). En ce sens, nous avons réfléchi plus particulièrement au contenu de ces projets éducatifs et à la place qu'y tient ou que pourrait y tenir l'agriculture de proximité. Notre communication avance donc un deuxième ensemble de questions :

¹L'exigence de traçabilité des consommateurs au Nord a conduit à associer « ressource agricole locale » et « qualité », une confusion largement dénoncée (par ex. : DuPuis and Goodman, 2005 ; Guthman, 2003 ; Kato, 2013). Le terme de « proximité », choisi à dessein et bien travaillé pour les circuits courts, permet d'envisager « la diversité des relations construites entre les acteurs autour d'un produit alimentaire » (Prigent-Simonin et Héraut-Fournier, 2012), du fait de son caractère multidimensionnel (proximité géographique, relationnelle, politique) (ibid. ; Torre, 2000, 2009).

mieux connaître leur agriculture de proximité permet-il aux populations des territoires urbains défavorisés de mieux s'alimenter ? Mieux connaître les agricultures de proximité permet-il de réduire les écarts entre les populations urbaines et les populations agricoles d'une métropole, entre leurs populations de niveaux d'éducation différents ? On suppose ici que le manque de connaissances mutuelles entre habitants des espaces défavorisés et producteurs des espaces agricoles de proximité limite les circulations effectives des ressources agricoles et alimentaires entre ces espaces.

L'accès à l'alimentation et aux ressources agricoles de proximité constitue notre point d'entrée pour observer la reproduction mais aussi la recomposition de la frontière urbain/rural depuis les espaces urbains défavorisés (les « marges » urbaines). Nous travaillons à la fois sur les représentations qu'ont certaines populations urbaines des agriculteurs et agricultures de proximité (et inversement), sur leurs relations effectives et sur les actions créant un potentiel de relations.

Après avoir présenté le cadre théorique et spatial de notre recherche, nous analyserons la façon dont les déconnexions villes / agriculture s'expriment chez certains adolescents issus de quartiers défavorisés, avant de présenter l'impact d'un dispositif de sensibilisation à l'agriculture de proximité sur de nouvelles connexions.

1. Contexte théorique : justice alimentaire, éducation au développement durable et ressources agricoles

Notre réflexion est guidée par plusieurs paradoxes majeurs soulevés par les travaux existants sur la justice alimentaire et les ressources agricoles.

a. Pour quelles populations l'agriculture revient-elle en ville ?

L'agriculture périurbaine et urbaine est désormais inscrite à l'agenda de la plupart des métropoles du monde (FAO, 2010) suivant une évolution des paradigmes et des enjeux concernant les ressources agricoles de proximité et l'alimentation des citadins.

D'un côté est interrogé le rôle des agricultures de proximité dans la durabilité des systèmes urbains (ou métropolitains) et dans la sécurité alimentaire (quantité et qualité) de leurs populations. La multiplication des crises alimentaires (Janin et De Suremain, 2012) met en effet en évidence l'incapacité profonde des écosystèmes à supporter l'accroissement global actuel des taux de production et de consommation (Barnosky et al., 2012 ; Ellis et al., 2010) en particulier en ville. D'un autre côté, dans la continuité des travaux sur la justice sociale, le mouvement en faveur d'une plus grande justice alimentaire (Gottlieb et Joshi, 2010) vient pointer ce qui est refusé dans le système alimentaire actuel, et en particulier les inégalités dans l'accès à l'alimentation et dans les conditions de production. Il cherche à assurer « un partage équitable des bénéfices et des risques concernant les lieux, les produits et la façon dont la nourriture est produite et transformée, transportée et distribuée, et accessible et mangée » (Gottlieb et Joshi, 2010).

La durabilité et la justice alimentaire interrogent donc à la fois la disponibilité des ressources agricoles et l'accessibilité (logistique, économique, sociale, politique, culturelle) à laquelle peuvent prétendre toutes les populations. En ville, ces éléments questionnent le lien qui existe entre les citadins et leur alimentation et, au-delà, à leur agriculture de proximité.

Un premier paradoxe apparaît. Alors que l'on n'a jamais autant parlé de l'agriculture urbaine et périurbaine (Poulot, 2013, 2104), il existe un écart persistant entre certains espaces urbains défavorisés et les espaces agricoles, même ceux qui leur sont proches (Alkon et Agyeman, 2011). Cet écart est d'autant plus criant qu'à l'inverse, les initiatives qui connectent les « petits producteurs locaux » font désormais presque partie du quotidien des populations urbaines aisées et éduquées. Mais la majorité des études actuelles sur l'agriculture périurbaine en omettent la dimension sociale, tandis que la question de l'accès à une alimentation de qualité pour tous n'est pas toujours soulevée. Or il existe un vrai besoin de connaissance sur les raisons des différences d'accessibilité à une alimentation de qualité ou de proximité : le prix des produits, supposé plus élevé en circuits courts, n'est pas la principale barrière pour que ce type de commercialisation s'ouvre à des milieux sociaux variés (Mundler, 2013). Les barrières sociologiques, culturelles, l'accessibilité géographique, les habitudes alimentaires jouent comme des facteurs limitant la démocratisation des circuits courts, mais ces pistes restent à démontrer.

b. L'éducation constitue-t-elle un levier pour encourager les relations villes / campagnes ?

Dans ce contexte, le monde de l'éducation semble avoir un rôle particulier à jouer. Depuis la conférence de Stockholm en 1972, en passant par celle de Rio en 1992, l'éducation à l'environnement fait en effet partie de l'éducation fondamentale (Villemagne, in Milot et Labranche, 2010). Ces conférences font émerger une prise de conscience : celle de la responsabilité environnementale de chaque citoyen, jeune ou vieux, qui ne peut être exercée sans programme cohérent d'éducation, en particulier en contexte scolaire (Harris et al., 1996). En réponse à ces préoccupations, « l'éducation à l'environnement pour un développement durable » (qui n'est qu'un aspect de l'éducation relative à l'environnement) est généralisée dans les programmes scolaires à partir de 2004. Cependant, deux limites apparaissent.

D'un côté, les travaux en éducation à l'environnement se sont beaucoup centrés sur l'enfant mais ils ont oublié les adolescents (Richards et al., 2008) et ont surtout omis de penser la formation de leurs enseignants (Milot et La Branche, 2010), alors que ces derniers éprouvent des difficultés à transmettre la complexité des relations homme / environnement.

D'un autre côté, on note une inadéquation des systèmes d'éducation face aux défis que posent les réalités sociales et environnementales aujourd'hui (Sauvé, 2001). La prise en compte de la thématique agricole en est une bonne illustration : alors que l'agriculture constitue notre relation quotidienne, par l'alimentation, à la « nature », la thématique reste très minoritaire face aux actions associées aux thématiques environnementales (préservation de la biodiversité,...) ou nutritionnelles (construction de potagers). Elle est souvent traitée de façon partielle et sa fonction sociale ou sa dimension foncière est rarement travaillée. De même, si la plupart des institutions politiques et des groupes associatifs prônent une éducation à l'alimentation, elle se résume en fait à une éducation à la nutrition et aux pratiques nutritionnelles : les productions ne sont envisagées la plupart du temps que du côté de l'assiette et non du côté du champ.

Ces éléments viennent finalement renforcer la méconnaissance que les urbains et les consommateurs, en général, ont de leur agriculture. Et paradoxalement, alors que l'environnement n'a jamais été aussi présent dans les programmes scolaires, les inégalités peuvent potentiellement se creuser sur le plan alimentaire si les lacunes des programmes en matière d'agriculture ne sont pas comblées par d'autres intervenants (la famille, par exemple). Tandis que l'année 2015 annonce la prise de relais entre l'éducation au développement durable et l'éducation au changement climatique (« climate change education ») (UNESCO, 2010), il apparaît fondamental de se donner de nouveaux outils pour la formation des enseignants et, plus spécifiquement, de bien redéfinir la place de l'agriculture et de ses acteurs au sein des préoccupations et des formations au sujet de / pour et par l'environnement, et aux enjeux alimentaires.

c. Positionnement et hypothèses de la communication

L'ambition comme l'originalité de cette communication est triple.

Tout d'abord, il s'agit d'installer dans le champ des relations villes / campagnes le cadre notionnel de la justice alimentaire : dans le contexte particulier de « Suds dans les Nord », travailler la relation entre justice alimentaire et agriculture de proximité questionne le rôle joué par les campagnes productives et leurs ressources agro-alimentaires pour *l'ensemble* des territoires urbains.

Ensuite, nous proposons de déployer ces questionnements à partir d'une catégorie peu prise en compte dans les liens ville-campagne : la jeunesse. Le prisme de l'éducation environnementale et citoyenne permet de réfléchir aux moyens de dépasser les situations d'injustice alimentaire avec des populations qui construiront les futures métropoles.

Enfin, explorer le contact banlieue / espaces agricoles vise à sortir du "tout périurbain" : en envisageant la diversité des processus urbains qui implantent, accroissent, recomposent les espaces agricoles de proximité, nous souhaitons aussi mettre en évidence, dans la pratique, la place multiple que tient l'agriculture pour la ville, y compris en faveur de la réduction des inégalités.

Deux hypothèses permettent d'avancer des réponses aux questionnements :

(1) Alors que les espaces de banlieue sont physiquement proches d'espaces agricoles, ils font parfois figure de déserts alimentaires et les populations défavorisées n'ont qu'un faible accès aux ressources

que ces espaces produisent. Ces dernières s'alimentent dans un tissu commercial de proximité déconnecté des campagnes environnantes.

(2) Une éducation environnementale et alimentaire auprès des jeunes de ces espaces permet de faire prendre conscience du caractère enclavé de l'espace étudié sur le plan alimentaire et du potentiel de connexions avec les campagnes environnantes.

2. Contexte spatial : Vénissieux et Buxerolles, des déserts alimentaires ?

a. Le choix des métropoles d'étude : deux hypothèses sur l'agriculture de proximité

Travailler la relation entre justice alimentaire et agriculture de proximité questionne le rôle joué par les campagnes productives et leurs ressources agro-alimentaires dans l'ensemble des territoires urbains. Or certains types d'espaces urbains et de groupes sociaux font figure de "boîte noire" dans l'étude des relations ville-campagne, en particulier les quartiers de banlieue et les jeunes. C'est pourquoi nous avons choisi d'étudier ces relations auprès des jeunes de deux quartiers défavorisés de l'agglomération lyonnaise et poitevine.

La taille différente des aires urbaines (un peu plus de deux millions d'habitants d'un côté, environ 254 000 de l'autre) et les orientations des régions agricoles où elles s'inscrivent (l'agriculture maraîchère a été pionnière dans le développement de circuits de proximité dans l'agglomération lyonnaise, la grande agriculture céréalière domine les plateaux pictaviens) interrogent les effets de contexte qui peuvent influencer les situations de justice/injustice alimentaire et de connexion/déconnexion des quartiers à leurs ressources agricoles. L'hypothèse liée à la taille de l'agglomération est qu'il y aurait une meilleure connexion avec l'agriculture locale dans les villes moyennes où cette agriculture est plus directement visible car à moindre distance des habitants. L'hypothèse liée aux orientations agricoles est que les orientations directement tournées vers l'alimentation des populations (maraîchage, par exemple) favorisent les contacts directs entre consommateurs et agricultures de proximité.

b. Le choix de quartiers d'étude en marge de leur agriculture

Les deux quartiers d'étude choisis pour analyser les relations ville-campagne au prisme de l'alimentation et de la justice alimentaire sont deux quartiers défavorisés de communes de banlieue : les Minguettes à Vénissieux côté lyonnais, et les Couronneries à cheval sur Poitiers et Buxerolles. Ce sont deux quartiers classés en politique de la ville, présentant les mêmes caractéristiques : quartiers de grands ensembles (60% de logements sociaux aux Couronneries) qui cumulent les indicateurs de précarité et de faiblesse de l'offre commerciale alimentaire en produits issus de l'agriculture de proximité

Ces marges sociales et spatiales se présentent également comme des marges alimentaires. En effet, le panorama de l'offre commerciale alimentaire indique une sous-représentation des commerces alimentaires par habitant par rapport au reste de l'agglomération, une absence de circuits courts, une extraversion de l'approvisionnement des familles vers les grandes et moyennes surfaces extérieures au quartier et, bien qu'il existe un grand marché hebdomadaire clé dans l'approvisionnement des populations locales, les producteurs y sont rares. Ces caractéristiques sont à relativiser à Buxerolles qui dispose d'un meilleur maillage en supermarchés et grandes surfaces dans le centre comme dans le quartier des Couronneries, mais la commune présente les mêmes caractéristiques que Vénissieux en matière de carence en produits locaux. La tentation est grande de parler de désert alimentaire, ou du moins de désert du circuit court : ces espaces présentent une déconnexion entre le quartier et leur tissu agricole local. Cette déconnexion est paradoxale puisque les espaces agricoles jouxtent les quartiers, en particulier à Lyon, qui bénéficie de la proximité d'une agriculture à la fois dynamique et traditionnellement très liée à la ville (vente sur les marchés, précocité et importance des circuits courts).

Ce choix de terrain permettent d'observer à la fois des situations d'injustice alimentaire et des situations de déconnexion ville-campagne. Les quartiers des Minguettes et des Couronneries offrent donc un bon contexte pour appréhender les connexions et déconnexions aux agricultures de proximité et leur rôle dans la création de situations de justice ou d'injustice alimentaire.

c. Terrain et protocole : une mise en contact des jeunes avec les acteurs du monde agricole et alimentaire

Ce contexte territorial s'est avéré propice pour tester à travers l'éducation notre questionnement sur le rôle des représentations des habitants issus des quartiers défavorisés dans leur déconnexion avec l'agriculture et la situation d'injustice alimentaire.

Deux collèges ont été choisis comme portes d'entrée pour étudier les pratiques et les représentations de la jeunesse de ces quartiers sur l'agriculture. Ces deux collèges sont classés en dispositif d'éducation prioritaire (Eclair puis REP +). Le collège Jules Verne de Buxerolles (509 élèves à la rentrée 2014) a un recrutement un peu plus mixte que celui de Vénissieux : il recrute à la fois sur la ZUP des Couronneries (à cheval sur les communes de Poitiers et de Buxerolles) mais aussi sur l'ensemble de Buxerolles, composée de quartiers différents (lotissements à proximité du collège, centre-bourg, etc). Un protocole exploratoire a été mis en place à Vénissieux à la rentrée 2013, avant d'être redéployé à la rentrée 2014 à Vénissieux et à Buxerolles 2014. Il concerne une classe de cinquième et s'effectue dans le cadre de l'éducation au développement durable avec une professeure d'histoire géographie, assistée aux Minguettes d'un professeur en SVT. Les séances hebdomadaires d'une heure s'insèrent dans des modules thématiques de 2 à 6 semaines autour de quatre thématiques associées à l'agriculture de proximité : production, transformation et commercialisation des produits agricoles, nutrition, justice alimentaire et solidarité. Ces modules alternent moments théoriques, pratiques et ludiques, rencontres avec des acteurs du monde agricole et alimentaire (agriculteurs, magasins de producteurs, épicerie solidaire, responsables environnement de la municipalité...). Ils s'inscrivent systématiquement dans le travail d'acquisition de compétences scolaires de niveau cinquième (en géographie, SVT, mais aussi en maniement des outils numériques). A Vénissieux, deux particularités apparaissent du fait de l'antériorité du projet : un potager a été créé avec un partenariat avec l'entreprise Solvay ; et le projet donne lieu à une valorisation au sein de l'établissement (exposition), du quartier et de la commune (RDV à la mairie ; affiches).

3. Une déconnexion jeunes/agriculture illustrée par les représentations de la jeunesse sur l'agriculture

Ces expériences ont permis de faire un état des lieux des connaissances que les jeunes des classes suivies ont de l'agriculture et de leurs représentations, appréhendées par les réactions et la participation des collégiens lors des séances, par des questionnaires soumis aux élèves participants, par les dessins des cahiers individuels et par l'interaction avec les acteurs du monde agricole suscitée par ce protocole. L'analyse de ce matériau permet de dire que les représentations que les jeunes ont de l'agriculture témoignent d'une déconnexion avec l'agriculture, en tant que telle ou au prisme de l'alimentation.

a. Une méconnaissance de leur paysage agricole proche

La déconnexion s'illustre tout d'abord par une méconnaissance des ressources agricoles qui entourent les collégiens. Les élèves n'ont pas conscience de la proximité de l'agriculture par rapport à leur quartier, et ne fréquentent pas ces espaces. Lors du commentaire de la photo aérienne du quartier où se trouve leur collège, les jeunes évoquent spontanément les éléments urbains (tours, immeubles, maisons) et éventuellement les symboles du quartier (château d'eau, nom des sous-quartiers). L'évocation spontanée des espaces agricoles, pourtant présents sur les photos, est plus tardive et plus rare, moins précise aussi, révélant une confusion entre espaces agricoles et espaces verts : seule la moitié des élèves de Vénissieux évoquent des "champs", un élève évoque "la nature" et un autre "le vide". Le questionnaire passé à 31 élèves de Vénissieux révèle que seuls 30% des élèves situent l'agriculture à moins de 10 minutes de leur quartier. 40 % la situent entre 30 minutes et 2h, quand les 30 % restants éludent la question, « ne savent pas » ou citent des noms de villes. Le questionnaire passé à 106 élèves de Buxerolles confirme cette méconnaissance de la proximité de l'agriculture : la majorité des répondants situe l'agriculture à plus de 20 min de chez eux en voiture, alors que l'exploitation subsistant sur la commune est située à moins de cela. L'effet de contexte semble donc peu jouer dans la variation des connaissances. Alors qu'on aurait pu s'attendre à une meilleure conscience de la proximité de l'agriculture à Buxerolles, compte-tenu de la taille moyenne de l'agglomération poitevine et d'un contexte immédiatement très agricole, les élèves semblent tout aussi déconnectés de leur environnement agricole qu'à Vénissieux. En revanche, les réactions ont fait apparaître des différences à l'intérieur de la classe qui recoupe origine géographique et origine sociale : une grande majorité des élèves en provenance de la ZUP des Couronneries mentionne d'abord et

seulement les espaces bâtis, tandis que les élèves en provenance du lotissement voisin citent plus rapidement les espaces agricoles.

b. Des clichés sur les agriculteurs et l'agriculture

La déconnexion jeunes/agriculture se traduit ensuite par une connaissance rudimentaire voire erronée des processus agricoles et des productions qui en sont issues. Dans le questionnaire passé, les réponses à la question "Selon toi, qu'est-ce qu'un agriculteur?" expriment des confusions diverses, dont deux sont particulièrement flagrantes : d'une part, l'agriculture est assimilée à du simple jardinage ; d'autre part, l'agriculture semble se résumer à la seule opération de récolte, car les enfants n'évoquent pas le processus de croissance ou de culture des plantes. La séance sur les différents types de méthodes de production agricole a révélé des inégalités dans les connaissances des processus agricoles : si les élèves sont relativement au point sur les intrants nécessaires pour produire (eau, chaleur, etc), ils oublient systématiquement de mentionner la terre comme moyen de production. Plus encore, la déconnexion est visible dans la méconnaissance des processus de transformation des aliments, qui semblent être déconnectés, dans l'esprit des jeunes, à toute opération agricole en amont. Lors de la séance sur la justice alimentaire, les élèves de Buxerolles devaient ramener la recette de leur plat préféré contenant des légumes, pour comparer ensuite le prix de revient du plat selon les différents endroits d'approvisionnement. Sur la recette du couscous, le premier ingrédient noté par l'élève était "2 cuisses de poulet décongelées", comme si la cuisse pouvait exister indépendamment d'un poulet vivant entier. Les élèves ne semblent pas avoir conscience du chemin qu'a parcouru le produit du champ à l'assiette ni des transformations subies par le produit brut. De même, lors de la visite de l'exploitation maraîchère au mois d'avril, certes aucun produit n'était encore directement reconnaissable à part les salades. Les plants de courge suscitent des interrogations, certains hasardent la réponse « des fraises ». De même, la visite d'une exploitation laitière en avril à Buxerolles a suscité des réactions de compassion envers les vaches et les veaux, la majorité du groupe n'en ayant jamais vu auparavant, d'où un comportement parfois proche de visiteurs de zoo.

La relation entre les jeunes et l'agriculture est largement façonnée par des clichés que les enfants ont de l'agriculture et des agriculteurs. La venue du dernier agriculteur de Buxerolles, un éleveur laitier, dans la classe, a suscité des réactions témoignant du fossé perçu entre différents modes de vie et d'un métier que les élèves se représentent comme difficile et contraignant. Les chiffres évoqués par l'agriculteur semblent démesurés aux yeux des enfants et suscitent l'étonnement voire une certaine fascination : le prix du tracteur, les 300 000 litres de lait produits en un an, le faible temps de vacances (4jours par an)...Réactions qui montrent aussi combien ce monde leur paraît étranger et peu enviable. Ainsi, la rencontre avec l'agriculteur n'a pas suscité de vocation chez les jeunes : "*parce que ça pue*" / "*parce que se lever tôt tous les matins*" / "*parce que c'est dur*" / "*en plus il ne part que 8 jours en vacances*" / "*parce que ça coûte cher*" [pour acheter les tracteurs] / "*en plus, ils sont que deux pour faire la traite et pour faire le reste de l'agriculture*". Les représentations du métier d'agriculteur oscillent paradoxalement entre dureté du rythme de vie et idéalisation de l'agriculteur. L'analyse systématique des dessins qui illustrent la couverture des cahiers révèle de nombreux clichés comme le paysan "cow boy" représenté avec sa fourche, sa chemise à carreaux et son chapeau, ses tracteurs..Comme si la jeunesse semblait reproduire des modèles et des images véhiculées par les médias. En même temps, ces dessins reflètent l'ambivalence entre les dessins "réalistes" représentant une agriculture mécanisée productiviste (celle qui entoure Poitiers avec les plateaux céréaliers, à interpréter comme une connexion des jeunes avec leur environnement agricole ?), et les dessins "idéaux" représentant une agriculture paysanne qui n'existe pas autour de Poitiers et qui est une projection de l'agriculture idéale selon les enfants.

c. Des pratiques alimentaires intégrant peu les produits frais et favorisant l'insécurité alimentaire

Enfin, la déconnexion est illustrée par les pratiques alimentaires des jeunes et de leur famille. Leurs modes d'alimentation sont beaucoup plus marqués par la nourriture issue des industries agro-alimentaires que par l'agriculture, sans qu'ils en aient conscience. D'un côté, les produits bruts suscitent une certaine répugnance de la part des élèves, comme en témoigne cette réaction dégoûtée d'un élève devant une image de carotte avec ses fanes, ses racines et de la terre. De même, certains processus

agricoles suscitent le même dégoût : lors de la sortie sur l'exploitation laitière à Buxerolles, les élèves ont été frappés par les odeurs à la sortie du bus et beaucoup ont gardé leur écharpe sur le nez tout le temps de la sortie.

Surtout, les élèves ont un goût développé pour l'alimentation industrielle. Leurs aliments préférés sont les gâteaux, les bonbons, les snacks, sans avoir conscience des enjeux nutritionnels. Les lieux d'approvisionnement alimentaire fréquentés par les jeunes et leur famille (supermarchés, restauration rapide de type Mc Do ou kebab) témoignent d'une volonté d'intégrer les codes alimentaires de la jeunesse occidentale : c'est ainsi que peuvent être a contrario interprétées les railleries lorsqu'est évoqué un plat traditionnel africain (le mafé), pourtant riches en légumes. Pour eux, manger de la nourriture industrielle, c'est partager l'identité occidentale.

Par ailleurs, l'enquête menée à Buxerolles auprès de l'ensemble des élèves de 5ème montre que les lieux d'approvisionnement privilégiés par les collégiens et leurs familles sont les trois supermarchés présents sur la commune ainsi que le marché du dimanche matin. La notion de "désert alimentaire" doit donc être relativisée : Buxerolles n'est pas un désert alimentaire car la commune est bien dotée en commerces alimentaires, ainsi que l'agglomération poitevine en général, avec beaucoup de grandes surfaces réparties entre les centres-villes et les périphéries, étant donc accessibles depuis tous les quartiers. Mais c'est un "désert des circuits courts" (Nikolli, 2014), c'est-à-dire que les pratiques d'approvisionnement en vente directe ou en circuit court sont très rares chez les jeunes. Leurs pratiques d'approvisionnement témoignent ainsi d'une accessibilité différenciée des consommateurs avec leur agriculture de proximité.

Ces diverses représentations et réactions des jeunes montrent qu'ils ne font pas le lien entre leur alimentation et l'agriculture, signe d'une déconnexion plus large entre les jeunes et les campagnes qui les entourent. Néanmoins, le protocole mené ne permet pas d'évaluer si les résultats sont spécifiques aux types de quartiers enquêtés : ils peuvent aussi être liés à un effet d'âge ou de génération. En revanche, les résultats concernant la représentation des quartiers et leur inscription dans le contexte agricole local apparaissent plus spécifiques au type de quartier défavorisé. D'où l'hypothèse que la déconnexion entre les jeunes et l'agriculture traduit une situation d'injustice alimentaire.

4. Sensibilisation et reconexion à l'agriculture et à l'alimentation : vers une meilleure connaissance de l'agriculture ?

Au-delà de l'état des lieux concernant une situation d'injustice alimentaire, le projet présente un enjeu majeur. Il s'agit de donner des clés pour responsabiliser les populations, urbaines notamment, par rapport à leur alimentation et à leur agriculture de proximité. Cette démarche tient à la dimension engagée de l'approche par la justice : mis en pratique, le concept est aussi un outil pour apprendre et exercer sa citoyenneté démocratique (Levkoe, 2006). Du point de vue de la justice alimentaire, les expériences d'éducation à l'alimentation sont ainsi perçues comme une forme de requalification des consommateurs par rapport à leur situation passive dans le système agroalimentaire mondial. Elles peuvent donc être considérées comme des leviers de participation en faveur d'une plus grande justice sociale, par l'émergence d'une plus grande démocratie alimentaire. Le projet considère que s'il existe des inégalités en matière de connaissances des agricultures de proximité et des enjeux alimentaires (dont de santé), il est possible d'imaginer des dispositifs pour les dépasser par l'action. Le protocole sert donc tout autant la collecte de données à des fins scientifiques que l'évolution des pratiques des jeunes en matière d'alimentation et de rapport à l'agriculture. Comment évaluer la portée de ces actions ?

a. Une réception enthousiaste et une implication dans l'action

Dans les deux collèges, les élèves se montrent très réceptifs au projet. Le questionnaire d'évaluation des séances passé à la classe de 5ème de Buxerolles montre que celles-ci ont "intéressé" et "fait réfléchir" la grande majorité des élèves. La séance la plus appréciée a été celle où le dernier agriculteur de la commune, un éleveur laitier, est venu parler de son métier dans la classe, ce qui a suscité de nombreuses questions et beaucoup de curiosité. Cela peut être interprété comme le signe d'une déconnexion des jeunes avec le monde agricole, occasionnant en retour une surenchère de questionnements.

L'enthousiasme des élèves doit être mis en relation avec le format des séances du projet, qui diffère des séances de cours traditionnelles : parce que des intervenants extérieurs animent les séances, apportant avec eux de la nouveauté par rapport au quotidien et une autre manière de faire, parce que le format est davantage fondé sur la discussion spontanée. L'heure du projet devient alors un espace de libre expression pour des élèves qui traditionnellement s'expriment moins. La participation doit néanmoins être nuancée selon plusieurs critères. À Buxerolles, ce sont surtout les filles et les élèves issus des lotissements à proximité du collège (quartier plus favorisé que les Couronneries) qui participent et qui apportent des réponses souvent justes. Ce constat amène donc à nuancer l'idée selon laquelle une action de sensibilisation contribuerait à améliorer la démocratie alimentaire et donc à réduire les situations d'injustice : le microcosme de la classe reproduirait en fait les inégalités socio-spatiales observées par ailleurs, mais ce constat demande à être vérifié par une étude plus approfondie des réactions et des réponses selon le lieu d'habitation.

Enfin, les élèves se montrent volontaires et sont eux-mêmes sources d'initiatives. Certains modules ont été entièrement montés à leur rythme. Les manières de mener les séances, différentes des cours, y participent peut-être. Deux principes les ont en effet guidés.

D'un côté, plus que d'éducation, nous avons opté pour une démarche de sensibilisation. En effet, l'expression « d'éducation à » pose cependant question, car elle renvoie à l'idée de transmission *top down*. De fait, une éducation « critique » au développement durable est proposée (Bader et Sauvé, 2011), encourageant plutôt des actions co-construites, sur le modèle de l'éducation populaire (Sauvé et al., 2011). Ces modèles s'accordent mieux avec le cadre notionnel de la justice alimentaire. C'est en ce sens que le projet s'affiche avant tout comme un projet de « sensibilisation » à l'agriculture de proximité.

D'un autre côté, à Vénissieux, le partenariat financier avec l'entreprise Solvay dépendait de l'application d'une démarche méthodologique DMAIC (Define Measure Analyse Improve Control). Cette démarche exige que le projet du début à la fin émerge des protagonistes et a été appliquée au module sur la solidarité alimentaire. Les collégiens ont tous émis des idées pour connecter les populations en situation d'insécurité alimentaire aux agriculteurs locaux, dont deux ont été retenues : demander aux agriculteurs de faire un don et faire connaître cette démarche de solidarité à la mairie pour une plus grande diffusion et un plus grand impact. L'action s'est terminée par la remise des dons des agriculteurs (demandés par les élèves) à l'épicerie solidaire En Faim, voisine du collège. L'action a permis non seulement aux enfants de se connecter à leur agriculture locale, mais également de mieux connaître la réalité sociale et alimentaire de leur territoire urbain de proximité.

b. Un projet qui s'améliore

La portée de l'action passe par une évaluation, qui peut se faire en termes de contenu, mais aussi par rapport à l'apport de connaissances sur l'agriculture et à la conscientisation de son importance.

En ce qui concerne le protocole en lui-même, il a été auto-évalué par les enseignants et les encadrants, ce qui a permis de l'adapter à Vénissieux et à Buxerolles en année 2.

La première expérimentation en collège a permis d'identifier les étapes essentielles du projet en classe et de réfléchir à une méthodologie propre à la sensibilisation à l'agriculture adaptée au milieu scolaire sensible. Tout d'abord, le bilan des séances a fait évoluer les modalités pour "éduquer au développement durable et à la justice alimentaire". Les séances de rencontre avec les acteurs ayant connu plus de succès que celles passées en classe autour d'une thématique, nous avons décidé en année 2, côté Vénissieux, de proposer une éducation au développement durable plus pratique, faisant participer davantage les élèves, ce qui explique la mise en place d'un potager, et l'utilisation de supports ludiques (jeu de piste sur le marché, course contre la faim, etc).

La lourdeur du projet en termes d'encadrement a aussi amené l'équipe à impliquer dans le projet d'autres enseignants de l'établissement travaillant autour du développement durable, notamment les enseignants de SVT et de sport, dans une démarche d'interdisciplinarité et de construction d'un projet d'établissement.

Ensuite, notre réflexion a porté sur la manière de sensibiliser aux ressources agricoles, en partant du constat que la relation entre paysage agricole et alimentation n'est pas faite par les élèves. Le potager, action peu courante dans les collèges, permet de sensibiliser de manière approfondie à la ressource foncière, naturelle et sociale. Les élèves ont participé à la construction de la serre et au choix des légumes à planter, ont appris à préparer le sol en fonction des différents types de sols.

Enfin, un dernier pan de notre réflexion a porté sur les priorités à aborder dans le cadre de cette action au-delà de la sensibilisation à la ressource agricole. En effet, l'âge des enfants en 5ème est un moment important dans la croissance des élèves. Or, aux Minguettes, la principale du collège ainsi que les enseignants ont constaté des problèmes de santé publique, notamment d'obésité, qui sont couplés à l'absence d'une cantine dans l'établissement. Beaucoup d'élèves vont déjeuner dans les snacks environnants. Notre projet pourrait donc être aussi un moyen de sensibiliser davantage à la sécurité alimentaire, en utilisant l'agriculture comme médium. À ce titre, une séance animée par l'infirmière du collège de Buxerolles autour du sucre (savoir distinguer sucres lents et sucres rapides, sucre chimique et sucre naturel sur les emballages de produits transformés) a été l'occasion de faire le lien entre la composition des aliments et les préconisations médicales, mais en orientant le propos sur les différentes origines du sucre et les processus permettant de le fabriquer. C'est en faisant ce lien entre les plantes où il se trouve (canne à sucre, betterave, stevia, etc) et le processus de transformation que l'agriculture peut bien être un médium pour améliorer les connaissances sur les aliments et, à terme, améliorer le contenu de l'alimentation des jeunes.

c. *Un impact limité ?*

Plusieurs limites apparaissent pour le moment dans la mise en place de ce dispositif méthodologique, qui constituent autant de verrous scientifiques à débloquent pour aller vers davantage de sécurité et de justice alimentaire.

La limite majeure concerne la portée du projet. Si l'on touche les 25 élèves de la classe sur une année, on n'est pas certain des retombées à moyen et long terme et l'on ne sait pas si on capte les autres élèves de l'établissement ni leurs familles. Un élargissement de notre action au-delà de la classe a été pensé pour diffuser le message : à travers la fabrication de magnets à l'effigie de la pyramide alimentaire ou de slogans sur les fruits et légumes à rapporter chez eux. Mais le contexte familial des enfants limite parfois le dialogue sur ces actions. Quelques enquêtes exploratoires dans des quartiers de classes moyennes et supérieures éduquées ont démontré que le socle de connaissances initial diffère totalement d'un milieu familial à un autre, tout autant que l'espace de discussions dédié à l'alimentation et aux préoccupations environnementales – dont l'agriculture. Ces éléments nous poussent à systématiser cette opération de sensibilisation : il est envisagé de créer un module de formation pour les enseignants et un kit pédagogique à diffuser à d'autres établissements scolaires.

Reste à savoir ce que ce travail de sensibilisation aux ressources agricoles a apporté aux élèves en termes de connaissances, de conscientisation, d'intérêt, et si cette action a éventuellement fait évoluer leur regard sur l'agriculture, sur l'alimentation. A cette fin, un processus d'évaluation de l'action par les élèves a été mis en place à Buxerolles. Le même questionnaire qui a été passé aux élèves participant au projet en début d'action a été passé à la même classe à la fin de l'action, ainsi qu'aux six classes de 5ème du collège, soit 106 répondants. Ce processus permet d'évaluer à la fois l'évolution des connaissances des participants, mais aussi de les comparer à celles des élèves qui n'ont pas suivi le projet. Plusieurs différences notoires apparaissent entre les élèves ayant suivi l'action (17 répondants), et ceux ne l'ayant pas suivi (89 répondants), même s'il faut prendre des précautions sur l'exploitation statistique des résultats compte tenu de la taille différente des échantillons.

La première différence concerne la connaissance des types d'agriculture : à la question "*Pour toi, qu'est-ce que l'agriculture idéale?*", une proportion plus importante répond "l'agriculture biologique" parmi les élèves ayant suivi l'action (76% contre 61% chez les élèves n'ayant pas suivi l'action). Un groupe de séances a en effet porté sur les différentes formes d'agriculture et les paysages qui leur sont liés (agriculture productiviste, biologique, intensive, extensive, etc) ; l'objectif n'était pas d'imposer un jugement de valeur personnel aux élèves, mais de leur expliquer les différentes méthodes de production pour qu'ils puissent ensuite se faire leur propre jugement. En ce sens, l'action semble avoir porté ses fruits dans la maîtrise du vocabulaire et dans les connaissances sur l'agriculture.

La deuxième différence concerne la connaissance et la conscience de la présence d'une agriculture de proximité : celle-ci est beaucoup mieux connue des enfants ayant suivi l'action (la moitié répond connaître l'agriculture de proximité) contre seulement 17% de la totalité des élèves de 5ème sondés. Plus flagrant encore, les premiers connaissent mieux le contexte agricole sur leur territoire et savent qu'il reste encore une exploitation agricole sur leur commune, puisque l'agriculteur est venu présenter son exploitation dans la classe. Ainsi, à la question "*D'après toi, existe-t-il des exploitations agricoles dans ta commune?*", environ 40% des élèves de 5ème ne savent pas et 22% répondent par la négative,

tandis que le groupe d'élèves ayant suivi l'action répond par la positive à plus de 40%. On peut donc conclure de l'enquête que grâce à l'action de sensibilisation, le groupe d'élèves l'ayant suivi a une meilleure perception des ressources agricoles locales et une meilleure connaissance de son environnement agricole. Cette enquête mériterait d'être généralisée aux classes de 5ème de Vénissieux, et d'être menée sur le temps long auprès de la même population pour essayer d'évaluer le changement éventuel des pratiques alimentaires que l'action peut entraîner.

À ce stade, il apparaît donc que l'action de sensibilisation à l'agriculture de proximité menée auprès de jeunes issus des quartiers défavorisés modifie les connaissances et les représentations qu'ils ont de leurs ressources agricoles proches. C'est bien à un changement de valeur accordée aux ressources agricole de proximité chez différents publics (Appadurai, 1996) que cette action aspire. Cette étape constitue le premier jalon pour aller vers une plus grande justice alimentaire, car elle permet de reconnecter les jeunes avec l'agriculture du point de vue des connaissances et donc, à terme, de faire sauter les barrières psychologiques et culturelles voire les cas d'autocensures diverses (Slocum et Saldanha, 2011) pouvant s'opposer à l'achat de produits locaux et d'ouvrir la commercialisation/consommation de proximité à des milieux sociaux variés (Mundler, 2013; Rödiger et Hamm, 2015).

Conclusion

Ces enjeux débattus au sein des établissements scolaires nous placent comme chercheurs du point de vue de la production de savoirs scientifiques en matière de justice alimentaire et de transmission de ces savoirs adaptée aux différents publics, une démarche originale qui encourage la participation de la population au système agro-alimentaire, à la construction de la justice alimentaire et à la prise de décision dans ces domaines. L'équipe de recherche souhaite par cette action contribuer à l'accroissement de l'espace pédagogique occupé par l'agriculture au sein de l'éducation au développement durable (sous ses aspects socio-économiques) et se donner les moyens de récolter des données dans un champ encore peu exploré conjointement par les sciences géographiques, du vivant et de l'éducation. Ce dialogue entre théories et pratiques, mêlant questionnements de recherche et expérimentation, pose les jalons d'un travail engagé de portée sociale et politique.

L'expérience menée à Poitiers et à Lyon confirme l'importance des représentations dans les relations établies ou non entre populations urbaines et agriculture. De plus, le fait que ces deux mondes se tournent le dos constitue sans aucun doute un facteur limitant pour la sécurité alimentaire. Il est clair, dès lors, que des actions favorisant la connaissance du monde agricole sont susceptibles d'améliorer le contenu de l'assiette des consommateurs, ce qui, en retour, peut contribuer au maintien des agricultures locales. Cependant, deux limites apparaissent. D'une part, il semble encore délicat de tirer des conclusions sur ce qui, dans ces représentations, tient au contexte défavorisé ou à d'autres facteurs. Pour ce faire, il importe de diffuser ce protocole à d'autres espaces, pour mieux tester le rôle du contexte social (plus ou moins favorisé) et géographique (du rural à l'urbain en passant par le périurbain) dans la relation à l'agriculture de proximité. D'autre part, cette étude ne peut se passer de l'analyse concomitante d'autres facteurs favorisant ou limitant les connexions entre ces espaces urbains défavorisés et leur agriculture de proximité, tels les réseaux commerciaux ou les initiatives politiques et associatives inscrites dans la gouvernance alimentaire urbaine ou métropolitaine. Il importe donc d'établir des diagnostics sur ces quartiers croisant ressources agricoles et contexte social, commercial, politique et culturel.

Bibliographie

- Alkon, A.H., Agyeman, J., 2011. *Cultivating food justice: race, class and sustainability. Food Health and the Environment*, MIT Press, Cambridge, 404 p.
- Barnosky A. D. et al. 2012. "Approaching a state-shift in the biosphere", *Nature*, 486, pp. 52-56.
- Chaléard J.-L. et Dubresson A. (Eds), 1999. *Villes et campagnes dans les pays du Sud : une géographie des relations. Géographie des relations*, Karthala, Paris.

- Ellis E. C. *et al.*, 2010. "Anthropogenic transformation of the biomes, 1700 to 2000", *Global Ecology and Biogeography*, 19 (5), pp. 589-606.
- Esnouf. C., Rusel M., Bricas N. (dir), 2011. *Pour une alimentation durable*, Versailles, Quae.
- FAO, 2010. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées*, FAO, Rome.
- Gottlieb R., Joshi A., 2010. *Food justice*, Cambridge MA, MIT press, 304 p.
- Harris G., Blackwell C., 1996. *Environmental issues in education*. Hans, Arena, 207 p.
- Janin P., de Suremain C.-E., 2012. « L'insécurité alimentaire : dimensions, contextes et enjeux », in Cambrézy L. et Petit V. (dir), *Population, mondialisation et développement. La fin des certitudes?*, Paris, La Documentation française.
- Lardon S., Loudiyi S., Le Gall J., 2014. « Numéro thématique Agriculture urbaine et alimentation », *Géocarrefour*, vol. 89, n°1-2-3.
- Levkoe C., 2006. "Learning democracy through food justice movements", *Agriculture and human values*, 23, pp. 89-98.
- Milot N., La Branche S. (eds.), 2010. *Enseigner Les Sciences Sociales de l'environnement, Un Manuel Multidisciplinaire. Environnement et Société*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- Mundler P., 2013. "Le prix des paniers est-il un frein à l'ouverture sociale des AMAP ? Une analyse des prix dans sept AMAP de la Région Rhône-Alpes", *Economie rurale*, 336, pp. 3-19
- Nikolli A., Le Gall J., Hochedez C., Merchez L., Laval M., 2014. « Containir la ville par la sensibilisation aux paysages alimentaires de proximité. L'éducation au développement durable pour connecter les marges urbaines aux franges agricoles. Une expérience aux Minguettes (Lyon-Vénissieux) », Colloque *Paysages des franges urbaines, décrire, habiter, gouverner*, Narbonne, 5-7 novembre.
- Pache, A., 2014. *L'alimentation à l'école, pour une géographie renouvelée*. Presses universitaires de Rennes, Rennes, 359 pp.
- Poulot M., 2014. « Agriculture et acteurs agricoles dans les mailles des territoires de gouvernance urbaine : nouvelles agriculture, nouvelles identités ? », *Espaces et société*, 2014/3, n°158, dossier « agriculture et ville », p. 13-30.
- Poulot M., 2015. *Le retour de l'agriculture dans la ville*, Editions du CTHS, 2015, sous presse.
- Rödiger, M. and Hamm, U., 2015. "How are organic food prices affecting consumer behaviour? A review". *Food Quality and Preference*, 43, pp. 10-20.
- Sauvé L, Orellana I, Qualmann S, Dubé S, 2001. *L'éducation relative à l'environnement : Ecole et communauté: une dynamique constructive*.
- Slocum, R., Saldanha, A. (Eds.), 2011. *Geographies of race and food. Fields, bodies, markets*. Critical Food Studies, 339 p.
- Unesco, 2010. *Climate change education for sustainable development*, Paris.